

Dans les médias

Blin, Mourey, Bierre, Vereycken, Bonnefoy, Leroy, Beils, Odille, Dumas : Les porte-paroles de Cheminade s'expriment sur les ondes (III)

mercredi 19 avril 2017



1. **Moïse Blin**, était l'invité sur *France3 Bretagne*.

Présidentielle 2017 : Moïse Blin porte le programme de Jacques Cheminade

2. **Claude Mourey** (78) dans le Grand débat (vidéo ICI) sur TVFIL78.



3. **Christine Bierre**, porte-parole, invitée dans l'émission Les Informés de France-Info.

4. **Karel Vereycken**, porte-parole, le 16 avril 2017, sur LCI.

5. **Pierre Bonnefoy**, représentant PACA sur France3 Provence Cote d'Azur.

Dimanche en politique - Côte d'azur

6. **Pierre-Henri Leroy**, expert financier, membre du Conseil consultatif de Jacques Cheminade, sur France Culture à 8:10 min.

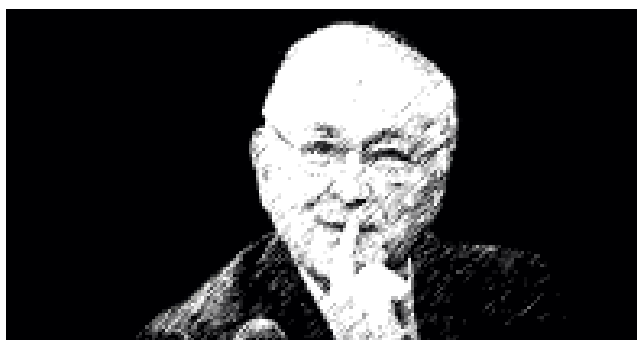
7. **Arnaud Beils**, porte-parole Hauts de France sur Wéo.

8. Benoit Odille, représentant jeunes

9. Norbert Dumas, représentant Alsacien de Jacques Cheminade, entretien dans le journal de Science Po Strasbourg.

Cheminade, Jacques

Surnom : L'INCOMPRIS
Âge : 75 ANS
Statut : FONDATEUR DE
 SOLIDARITÉ ET PROGRÈS
Expérience : Candidat en
 1995 et 2012, jamais 2 sans 3



Interview de Norbert Dumas.

Bonjour Monsieur Dumas et merci de nous accorder votre temps pour répondre à ces quelques questions.

Nous représentons le journal « Propos », de l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg et dans le cadre des présidentielles 2017 nous constituons un dossier pour que chaque candidat puisse s'exprimer, directement dans l'idéal, ou sinon par un de ses soutiens ou représentants. Journal à petit tirage mais grandes ambitions ! Sans plus attendre voici les questions. Nous tenions à poser d'abord quelques questions propres à la candidature que vous supportez, puis ensuite des questions plus générales qui seront posées dans les mêmes termes aux autres personnes interrogées.

Première question donc. Monsieur Cheminade parle dans son programme d'un nouveau Bretton Woods. Concrètement qu'est-ce que cela changerait en France ?

C'est un combat global contre un système financier qui dévore les économies des pays comme la France. Le système de Bretton Woods permettait de laisser les pays créer du crédit pour leur économie tout en empêchant la spéculation sur les monnaies grâce à des taux de change fixe. L'abandon de Bretton Woods, qui a commencé en 1971, a laissé une vague de spéculation s'abattre sur les monnaies des différents pays. Des banques empruntaient du cré-

dit à bas taux dans un pays pour le revendre dans un autre pays. Ce jeu purement financier détourne le crédit émis de son véritable but économique. Or la France comme d'autres pays ont besoin de crédit public pour leurs projets d'avenir. Elle doit donc s'assurer qu'elle peut bâtir avec les autres pays un nouveau système international qui permet au crédit de fonctionner.

Le crédit public est également une notion au centre du programme. C'est sans doute un concept étranger à la plupart des lecteurs, pourriez-vous le présenter ?

Je ne pense pas que ce soit un concept si étranger que ça aux Français. Ça veut simplement dire que l'Etat démocratique décide de créer son crédit qui va dans ce qu'il juge bon pour son économie. Si par exemple on estime qu'une infrastructure de transport public est nécessaire pour développer une activité dans cette zone on émet le crédit public orienté pour la faire. La réalisation est publique ou privé mais l'orientation de ce crédit là est publique. Le remboursement du crédit à la banque nationale qui l'a émis est fait par les recettes de l'Etat. Ces derniers se sont accrus par l'activité générée au bénéfice de tous si le crédit est bien orienté. C'est très différent du système actuel. Aujourd'hui on a un système de banques centrales qui émettent du crédit seulement aux banques privés. Les états peuvent emprunter auprès de ces banques

mais aux conditions d'un marché spéculatif où on regarde la note des agences de notations. Or ces agences de notation n'ont rien de démocratique. Le crédit public servira surtout les projets bénéfiques à l'intérêt commun sur le long terme car il est basé sur l'avenir et non pas sur un pari à très court terme comme sur les marchés financiers.

La sortie de l'OTAN figure également dans le programme. Est-ce parce que l'Alliance a perdu toute raison d'être ou parce qu'elle nous soumet à une influence étrangère ?

Pour ces deux raisons la France doit en sortir. La politique de guerre de l'OTAN est une catastrophe qui a causé beaucoup de guerre pour de mauvais prétextes, notamment au moyen orient. La France ne peut pas devenir un pion dans cette politique qui empêche un développement économique de cette région en entretenant un chaos qui risque de nous entraîner dans une guerre mondiale à force de provocation. Au contraire la France a pour vocation de favoriser un développement mutuel dans cette région et doit faire entendre sa voix au sein de l'OTAN avant de sortir si elle n'est pas entendue. Elle pourra alors participer aux projets de développement comme les Nouvelles Routes de la soie portées par la Chine. Nos forces armées viseront à protéger ce type de projet dans un cadre défini par l'ONU et non l'OTAN.

puissance d'antan perdue mais d'assurer notre participation active au monde de demain. C'est une voie difficile car elle demande de changer nos habitudes. Même si cela s'accorde avec la vision qu'a pu avoir la France sous De Gaulle il faut aujourd'hui aller beaucoup plus loin.

À Sciences-Po nous incarnons pour beaucoup la reproduction des élites, parfois même une école qui formaterait purement et simplement ses élèves. Est-ce que la formation des futurs cadres de la nation (pensée comme le chemin typique de Sciences Po puis de l'ÉNA), doit être réformée ?

Oui, en effet, une France réellement républicaine ne peut pas se contenter d'un système qui entretient une élite sans mixité sociale. Cela doit être intégré dans la réforme de l'enseignement général qui permet la mixité sociale et offre une culture classique accessible à tous, pas seulement à une future élite. Dans ce contexte il ne s'agit pas d'éliminer les grandes écoles mais de les réformer. Le cas de Science Po est particulier car même si elle a un statut à la fois public et privé, le projet de sa création était avant tout porté par des intérêts privés. Ce projet a remplacé le projet d'Hippolyte Carnot de créer une école spéciale des services publics. Ce projet avorté était intéressant et incorporait des matières comme les sciences et l'épistémologie des sciences pour former des fonctionnaires attachés à l'économie physique et aux dé-

couvertes de l'humanité. Jacques Cheminade propose de s'appuyer sur une réforme de l'ÉNA pour raviver ces idées. C'était d'ailleurs la vocation initiale de l'ÉNA qui a finalement été dès le début sous l'influence de Science Po (prépa, locaux). Polytechnique et les écoles d'ingénieurs doivent suivre la même voie et éviter des pièges typiquement français tels que la sélection par les mathématiques qui forme des gens prêt à appliquer des formules mais pas des républicains.

Quel rapport à l'identité ? Concept dangereux ou qui peut être porteur ?

Jacques Cheminade propose un grand ministère de la Coopération, du Co-développement et de l'intégration. L'immigration ne doit pas être considérée séparément des questions économiques comme un problème ou une chance en soi. Oui, le concept d'identité est dangereux dès qu'il est lié à la terre, au sang et à la race.

Nous accordons dans notre école une large part à la Culture, qu'on essaye de partager le plus possible. On sait aussi combien ce sujet est au cœur des débats. Concrètement, quelles améliorations envisage Jacques Cheminade pour faciliter l'accès à la Culture ?

Un partage de la culture veut dire qu'on donne à tous les Français l'art et la science. Ça commence par l'éducation. L'éducation basée sur des formules mathéma-

tiques tout faites ne peut pas offrir une base adéquate pour un accès à la culture. Dans les écoles, il faut plus de découverte par soi-même des sciences comme par exemple les initiatives de « mains à la pâte » qui sont à généraliser. Il faut aussi la pratique d'une activité créative artistique comme par exemple les orchestres, dans l'esprit d'« El Sistema » qui existe et fonctionne bien à grande échelle au Venezuela et essaye de s'implanter en France comme à Bischwiller en Alsace par l'association El Sistema-France. Pour pouvoir voir les grandes œuvres de l'histoire de l'humanité, il faut des musées de l'imaginaire avec des reproductions d'œuvre et des palais de la découverte un peu partout en France. En parallèle la culture des jeux vidéo violents et de la drogue doit être combattue. La culture du court terme qui règne dans les salles de bourses correspond à une culture des images qui nous tient sans arrêt en état d'alerte dans l'instant présent. Beaucoup de scènes à la télévision sont gratuitement violentes et font appel aux bas instincts qui excluent tout le reste par inhibition du cerveau. Cela empêche complètement de penser à long terme. Au contraire notre projet est de créer une culture républicaine en diffusant ce qui existe en petit dans certains milieux qui y ont accès.

Merci énormément Monsieur Dumas d'avoir pris le temps de répondre à nos questions et nous vous souhaitons bonne chance pour la fin de cette campagne.